

**Accord-cadre mono attributaire  
Procédure d'appel d'offres ouvert  
(art. R2124-2 1° du Code de la Commande publique)**

**N°2025-43**

---

**Prestations de détermination de génotypes et de  
contrôle de filiation pour l'IFCE dans les espèces  
équine et asine.**

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

<b>1. Le contexte</b>	<b>3</b>
<b>2. Objet</b>	<b>3</b>
<b>3. Non allotissement</b>	<b>4</b>
<b>4. Forme et étendue du marché</b>	<b>4</b>
<b>5. Durée</b>	<b>4</b>
<b>6. Quantités</b>	<b>5</b>
<b>7. Pièces contractuelles</b>	<b>5</b>
<b>8. Langue à utiliser pour l'établissement des documents</b>	<b>6</b>
<b>9. Modalité de passation des bons de commande</b>	<b>6</b>
<b>10. Modalité de détermination des prix de règlement</b>	<b>6</b>
<b>11. Modifications</b>	<b>7</b>
<b>12. Sous-traitance</b>	<b>8</b>
<b>13. Unité monétaire</b>	<b>8</b>
<b>14. Pénalités de retard</b>	<b>8</b>
<b>15. Conditions de paiement</b>	<b>8</b>
15.1 Prix	8
15.2 Délai global de paiement	9
15.3 Modalités de paiement	9
15.4 Facturation	9
<b>16. Cession ou nantissement de créance</b>	<b>10</b>
<b>17. Assurances</b>	<b>10</b>
<b>18. Litiges</b>	<b>10</b>
<b>19. Résiliation de l'accord-cadre</b>	<b>10</b>
<b>20. Attribution de juridiction</b>	<b>11</b>
<b>21. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat</b>	<b>11</b>
21.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	11
21.2 Conformité RGAA	12
21.3 Conformité RGI	12
<b>22. Propriété industrielle et intellectuelle</b>	<b>12</b>
<b>23. Exécution aux frais et risques du titulaire</b>	<b>12</b>
<b>24. Décompte de résiliation</b>	<b>13</b>
<b>25. Dérogations aux CCAG-MI</b>	<b>13</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## 1. Le contexte

L'établissement public national à caractère administratif Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports, est un opérateur public, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, à la demande de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles et des collectivités locales.

L'établissement est implanté sur l'ensemble du territoire national avec un siège social à Saumur (49), de bureaux administratifs à Pompadour (19) et une vingtaine de sites répartis dans chacune des régions en France métropolitaine.

## 2. Objet

L'appel d'offres présent concerne des prestations de détermination de génotypes, de contrôles de filiation dans les espèces équine et asine après fourniture, par les identificateurs habilités (IFCE ou vétérinaires), d'échantillons biologiques.

Dans le cadre de ce marché, on entend par :

- Génotype (ou typage ADN) : analyse permettant de déterminer le profil génétique d'un animal à partir d'un panel de marqueurs microsatellites ;
- Contrôle de filiation (CF) : contrôle permettant de vérifier la compatibilité du génotype d'un produit à partir de la comparaison avec les génotypes des parents. Ce contrôle ne correspond qu'à la vérification de la compatibilité entre les génotypes et ne comprend pas la réalisation des analyses proprement dites (génotypes) ;
- Confirmation d'identité ou traçabilité : contrôle permettant de vérifier la similitude du génotype à partir du génotype effectué précédemment. Ce contrôle correspond à la réalisation du nouveau génotype et à la vérification de la compatibilité avec l'analyse répertoriée antérieurement ;
- Détermination d'identité : contrôle permettant de retrouver l'identité d'un équidé à partir du génotype effectué précédemment en le comparant à l'ensemble des génotypes présents dans la base de données.
- Recherche de parents potentiels : contrôle permettant d'identifier un potentiel parent compatible pour un équidé ayant déjà un parent compatible. Il s'agit de rechercher sur l'ensemble de la base de données un père ou une mère dans le cadre d'une recherche de paternité ou de maternité.
- Ces prestations s'intègrent dans le cadre des métiers du SIRE et les différents cas d'analyse et le mode opératoire sont décrits dans les clauses techniques.
- 2 modalités différentes d'analyses sont possibles :
  - Analyses STR (poste 1)
  - Analyses SNP (poste 2)

Le recours à l'une ou l'autre des modalités est indiqué lors de la commande.

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, selon les dispositions des art. art. R2124-1, R2124-2, R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande publique, sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conformément aux art. R2162-1 à R2162-12 du Code de la Commande Publique.

### **3. Non allotissement**

Dans le respect des dispositions des articles L2113-10 et L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du CCP, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'IFCE doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots rendrait difficile le pilotage et l'exécution des prestations.

### **4. Forme et étendue du marché**

Ce marché est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 4 500 000,00 € HT sur la durée du marché.

### **5. Durée**

Le présent marché comprend une période de préparation, courant à compter de la date de notification jusqu'au 30 mars 2026. La période d'exécution du marché démarre à compter du 31 mars 2026 pour une durée de 1 an.

Il sera ensuite renouvelable à compter de la date anniversaire trois fois, pour une période d'un an et par reconduction expresse, sa durée totale (hors période de préparation) ne pouvant excéder quatre ans. La reconduction doit être notifiée au plus tard dans le mois avant la fin de la période d'un an.

Les bons de commande ne peuvent être conclus que pendant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée est définie, la fin d'exécution ne pouvant pas être supérieure à six mois après l'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la non-prorogation du marché.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre n'est pas reconduit, les bons de commande conclus antérieurement s'exécutent jusqu'à leur terme.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la propriété intellectuelle et à la confidentialité.

## 6. Quantités

Les quantités prévisionnelles (minimum et maximum) sont données, par volume pour chaque prestation (type d'analyse) indépendamment de la technologie d'analyse demandée STR ou SNP) pour une période de 12 mois :

Type d'analyse	Minimum	Maximum
Génotypes (dont ânes et hybrides)	30 000 50	60 000 100
Contrôles de filiation (dont ânes et hybrides)	20 000 250	50 000 500
Confirmation d'identité	80	500
Détermination d'identité	0	50
Recherche de parents potentiels	0	50
Enregistrement de cartes ADN	800	1200

Les quantités ne constituent pas un engagement contractuel et sont données à titre indicatif.

## 7. Pièces contractuelles

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1 du Code de la Commande Publique et est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement souscrit par le cocontractant attributaire du marché et ses annexes éventuelles ;
2. Le bordereau de prix (BPU) ;
3. Les bons de commande ;
4. Le présent cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
5. Le cahier des clauses techniques particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
6. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics industriels (CCAG-MI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
7. L'offre technique et ses éventuelles annexes
8. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire.

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

## **8. Langue à utiliser pour l'établissement des documents**

La correspondance contractuelle et juridique, les modes d'emploi ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

## **9. Modalité de passation des bons de commande**

L'accord-cadre s'exécute par bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution ne peut être supérieure à un an et ne peut excéder une période de plus de six mois après la date d'échéance du contrat.

La transmission des demandes (par mail/physiquement pour les analyses) vaut notification de la commande et engagement de l'IFCE.

Le formalisme des commandes pourra évoluer avec le système d'information ; elles seront communiquées au titulaire par l'IFCE au moins deux mois avant la prise d'effet.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande pour signaler à l'IFCE toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations. A défaut, le titulaire ne peut invoquer l'erreur pour se dégager de sa responsabilité.

L'IFCE se réserve le droit de résilier par écrit sa commande, notamment en cas de non-respect par le titulaire de ses délais de livraison ou en cas de défaillance constatée lors de son exécution.

L'IFCE peut accorder la prolongation des délais d'exécution au titulaire du marché. Les candidats doivent s'engager sur les délais et conditions de réalisation de leurs prestations.

## **10. Modalité de détermination des prix de règlement**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les indications du bordereau de prix complété.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

Les prix doivent comporter obligatoirement deux décimales. Ils comprennent le prix de la fourniture et tous les frais connexes comme la gestion de commandes et l'envoi de kits, le traitement des bordereaux et échantillons, la réalisation des analyses, l'envoi des résultats le stockage ou déstockage des échantillons, la mise en place d'un système d'information avec une interface disponible pour l'IFCE, des tableaux de bord, la facturation, des points de suivi avec l'IFCE ....

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Les prix sont révisables à l'issue de la première année. La révision des prix est applicable annuellement à la date d'anniversaire du contrat, soit au 31 mars de chaque année de reconduction.

### Choix des indices de référence :

Indice 001565195 (S) - ICHT-M - Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Indices mensuels - Activités spécialisées, scientifiques et techniques

Indice 010534751 (I) : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.99 – Autres produits manufacturés n.c.a. - Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes

Indice 010546105 (T) : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 53 – Services de poste et de courrier - Prix de marché – Base 2015 – Données trimestrielles brutes –

Les index sont publiés sur le site de l'INSEE.

### Formule de révision des prix :

Les prix sont révisibles par application aux prix du marché du coefficient donné par la formule :

$$P = P_0 \times [(S_n/S_0 \times 0,10) + (F_{S_n}/F_{S_0} \times 0,60) + (T_n/T_0 \times 0,30)]$$

Dans laquelle :

$P_n$  = prix après révision

$P_0$  = prix initial du marché au mois  $m_0$  (prix initial ou révisé antérieurement)

$S_n$  = valeur de l'indice "S" connu à la date de la révision (définitif)

$S_0$  = valeur de l'indice "S" au mois  $m_0$  (soit juin N-1)

$I_n$  = valeur de l'indice "I" connu à la date de la révision (définitif)

$I_0$  = valeur réelle de l'indice "I" au mois  $m_0$  (soit juin N-1)

$T_n$  = valeur de l'indice "T" connu à la date de la révision (définitif)

$T_0$  = valeur réelle de l'indice "T" au mois  $m_0$  (soit 2ème trimestre N-1)

### Modalités d'application :

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

La révision des prix est calculée et proposée par le titulaire deux mois avant sa date d'application, par transmission à l'IFCE d'un nouveau bordereau de prix révisé et du détail des modalités de calcul.

## **11. Modifications**

Outre les cas prévus aux articles R2194-6 et R2194-7, l'IFCE se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier l'accord-cadre initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services

ou installations existants achetés dans le cadre de l'accord-cadre public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant de l'accord-cadre initial (art. R2194-3), tenant compte de la mise en œuvre de la clause de révision des prix.

## **12. Sous-traitance**

Le recours à la sous-traitance pour une partie des prestations peut être envisagé, à condition que d'une part les candidats indiquent dans leur offre la part du marché et le détail des prestations qu'ils envisagent de sous-traiter (article R2151-13 du Code de la commande publique), d'autre part que le sous-traitant réponde aux mêmes exigences que le candidat, quant aux conditions d'examen des candidatures indiquées dans le Règlement de consultation.

## **13. Unité monétaire**

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

## **14. Pénalités de retard**

En cas de retard par rapport aux délais figurant dans le cahier des clauses techniques particulières accepté par la personne publique, les pénalités seront appliquées comme suit :

En cas de non-respect des délais contractuels du fait du cocontractant et par dérogation aux dispositions de l'article 15 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés industriels, le cocontractant encourt sans mise en demeure des pénalités de retard.

La pénalité s'applique sur un mois donné en se basant sur l'écart entre le délai moyen « dossier complet » et le délai général. Les pénalités de retard sont calculées de la façon suivante : 1 euro hors taxe (HT), par jour de délai moyen de retard, par nombre d'analyses du mois.

Pour les analyses commanditées directement par France Galop ou le Trot, une pénalité de 100 euros hors taxe (HT) s'applique dès le 1er jour de retard.

Dans tous les cas, le montant total des pénalités sera plafonné à 20% de la facture mensuelle.

## **15. Conditions de paiement**

### **15.1 Prix**

Le document « bordereau de prix » fixent le prix par unité.



Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais connexes (transport, hébergement, restauration...).

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement.

Le prix comprend :

- Le prix net hors TVA de la prestation ;
- Toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

## **15.2 Délai global de paiement**

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique. Le taux des intérêts moratoires est stipulé à l'article R2192-31 et suivants du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

## **15.3 Modalités de paiement**

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

## **15.4 Facturation**

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée ainsi que la fiche d'exécution mensuelle ou toute autre pièce expressément demandée. Il lui sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement, le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

**Le laboratoire devra communiquer chaque mois :**

- La liste des analyses facturées avec leur numéro de commande, la date de commande, la date de délivrance du résultat et le délai moyen. Il est entendu par Délai moyen : le délai moyen pour l'obtention d'un « dossier complet » c'est-à-dire le délai entre la réception des échantillons et la demande exploitable par le Laboratoire à l'envoi du résultat à l'IFCE ;
- La liste des échantillons analysés avec les références de l'équidé associé.

## **16. Cession ou nantissement de créance**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

## **17. Assurances**

Le titulaire contracte et maintient, à ses frais, pendant toute la durée de ses obligations contractuelles et/ou légales, un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle couvrant l'ensemble des activités du marché et garantissant sa responsabilité à l'égard de l'IFCE et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'ensemble des garanties prennent effet à compter de la notification du marché. Sur simple demande de l'IFCE, le titulaire fournit tout justificatif permettant de s'assurer du paiement des primes d'assurances exigibles.

Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur demande.

## **18. Litiges**

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, 170, Avenue du Cadre Noir 49400 Saumur. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

## **19. Résiliation de l'accord-cadre**

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-MI (articles 41 à 48), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire, notamment si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations de

l'accord-cadre (niveau de service, délais...) et dans les cas autres prévus au CCAG-MI.

## 20. Attribution de juridiction

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffe-ta.nantes@juradm.fr

## 21. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat

### 21.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

## 21.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

## 21.3 Conformité RGI

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

## 22. Propriété industrielle et intellectuelle

Le titulaire garantit la personne publique contre les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Le titulaire s'engage à faire cesser tous troubles qui en résulteraient.

En aucun cas, le laboratoire ne peut revendiquer la propriété de tout le matériel biologique ni des données issues des analyses. Il ne dispose donc pas de liberté d'usage sur ces derniers.

Ainsi, aucune utilisation des résultats d'analyses, cartes ADN et prélèvements ne peut être faite sans l'accord conjoint de l'IFCE et de l'Association gestionnaire de la race, pour toute autre utilisation que celle prévue dans le cadre du présent marché.

## 23. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'IFCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par

sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation de l'accord-cadre »).

Si l'IFCE ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'IFCE.

## **24. Décompte de résiliation**

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'IFCE et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

Sans attendre la liquidation définitive du solde, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle. Si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'IFCE lui verse 80% de ce montant. Si le solde est créditeur au profit de l'IFCE, le titulaire lui reverse 80% du montant du solde.

Le marché est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution pour lesquelles l'IFCE accepte l'achèvement.

## **25. Dérogations aux CCAG-MI**

L'article 7 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-MI.

L'article 9 relatif à la modalité de passation des bons de commande déroge à l'article 3.7 du CCAG-MI

L'article 14 relatif aux pénalités de retard déroge à l'article 15 du CCAG-MI.

L'article 10 relatif aux prix de règlement déroge à l'article 11 du CCAG-MI.

L'article 19 relatif à la résiliation déroge aux articles 41 à 48 du CCAG-MI.

L'article 24 relatif au décompte de résiliation déroge à l'article 46 du CCAG-MI.